



4 février 2019

AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

Somalie (5)

Situation sécuritaire

Les Shebabs ont revendiqué leur responsabilité dans plusieurs attaques et homicides ayant respectivement ciblé un centre commercial de Mogadiscio, un opérateur économique étranger dans le Puntland et une base militaire du sud.

L'analyse de GEOS :

Une explosion a eu lieu autour de 10h (locales) ce 04/02, aux alentours du Mogadishu Mall (un important centre commercial de la capitale) sur l'avenue Wadada Liido, dans le quartier de Hamarweyne. A la mi-journée, le bilan était d'au moins 10 personnes tuées et 10 blessées. Les Shebabs ont revendiqué l'attentat.

En parallèle, un ressortissant maltais, cadre dirigeant de la société d'exploitation émiratie du port de Bosaso (région du Puntland, nord) a été assassiné le 04/02 dans cette même ville, homicide qui a également été revendiqué par les Shebabs.

Enfin, une base militaire à Bardere (région de Gedo, sud), occupée par des soldats du contingent éthiopien de l'AMISOM (Union Africaine) a subi, le 02/02, une attaque à la voiture piégée revendiquée par les Shebabs. Au moins 10 personnes ont été tuées.

Ces attaques à la voiture piégée et ces assassinats ciblés interviennent alors que les Shebabs ont récemment été la cible de frappes aériennes des Etats-Unis et de l'AMISOM. Le 19/01, une frappe aérienne américaine a ainsi tué plus de 50 membres de l'organisation dans la région méridionale de Jubba centrale. Le 24/01, une frappe aérienne éthiopienne, dans le cadre de l'AMISOM, a tué 35 membres des Shebabs dans la région de Bay (sud), quand une nouvelle frappe aérienne américaine a tué 24 membres des Shebabs le 30/01 dans la région d'Hiiran (centre).

Si l'affaiblissement des Shebabs consécutif à ces frappes reste difficile à évaluer, les récentes attaques menées par l'organisation peuvent en être une conséquence directe et avoir pour objectif de remettre en cause l'efficacité des actions menées par la coalition internationale et les autorités somaliennes. Également, l'attaque du complexe hôtelier Dusit2D à Nairobi (Kenya) le 15/01, qui a fait 21 morts, a pu faire partie de cette stratégie visant à rappeler la capacité de nuisance des Shebabs, y compris en dehors du territoire somalien, malgré des revers opérationnels sur les dernières années et une influence plus diffuse sur certaines régions où ils disposaient d'un contrôle renforcé. Aussi, une augmentation des assassinats ciblés et des attaques à la voiture piégées est possible, notamment à Mogadiscio où ils ont renforcé leur activité depuis 2016, les Shebabs pouvant chercher à accentuer les conséquences symboliques et médiatiques de ces séries d'attaques qui suivent des frappes aériennes censées les affaiblir.

Par conséquent, tout déplacement en Somalie reste déconseillé. En cas de présence impérative, il est recommandé d'éviter les lieux de rassemblements, en particulier les marchés, centre commerciaux, débits de boisson et restaurants, ainsi que les abords des bâtiments officiels, susceptibles de constituer des cibles pour des attaques. En outre, tout projet d'investissement en Somalie, notamment dans des zones portuaires comme Bosaso, doit faire l'objet d'une étude préalable approfondie compte tenu des risques sécuritaires.

Notation générale du risque

FAIBLE

MODÉRÉ

SENSIBLE

ÉLEVÉ

TRÈS ÉLEVÉ



AFRIQUE DU NORD / PROCHE ET MOYEN ORIENT

Liban (4)

Nomination d'un nouveau gouvernement

Après environ 9 mois de négociations, un gouvernement d'union nationale a été nommé dans la soirée du 31/01 rassemblant les principales forces du pays.

L'analyse de GEOS :

Le Premier ministre, Saad Hariri, a en effet annoncé la formation du nouveau gouvernement composé de 30 ministères dont 4 attribués à des femmes incluant notamment les ministères stratégiques de l'Intérieur et de l'Energie. Les principales forces politiques libanaises telles que le Courant patriotique (parti présidentiel – Chrétiens) et les alliés du Hezbollah chiite sont ainsi représentés dans un équilibre relativement fragile compte tenu des dissensions politiques entre l'ensemble de ces forces. Celui-ci reflète également les résultats des élections législatives du 6 mai 2018 organisées selon un système confessionnel exigeant qui nécessite des concessions.

Cette nomination intervient après près de 9 mois de négociations tendues entre les différents partis portant notamment sur le partage des portefeuilles ministériels selon le poids des résultats et des confessions. L'un des principaux défis de ce nouveau gouvernement sera surtout financier alors que le pays est affecté par une crise financière majeure. Le Premier ministre Hariri a ainsi appelé ses 30 ministres à coopérer pleinement malgré les clivages politiques et idéologiques alors même que les promesses des bailleurs de fonds internationaux pour le financement de projets étaient conditionnées à la nomination de ce gouvernement. Les principales organisations internationales et régionales ainsi que certains pays comme la France et les Etats-Unis se sont en effet engagés à prêter près de 10,3 milliards USD à la suite de la conférence CEDRE organisée à Paris en avril dernier. Par ailleurs, ce gouvernement devra faire face à la désaffection des Libanais pour leurs élites politiques tandis que les manifestations de contestation pour dénoncer la corruption et le manque de réformes se sont multipliées ces derniers mois dans le pays. De même, le contexte sécuritaire reste très fragile, le risque terroriste demeurant latent et celui d'une escalade de la violence avec Israël au sud du Liban ou en Syrie demeurent avérés.

Par conséquent, il convient de rester particulièrement prudent en cas de présence au Liban y compris à Beyrouth et de bénéficier d'un accompagnement sécurisé en cas de déplacement dans les zones frontalières avec la Syrie et Israël.

ASIE / ASIE PACIFIQUE

Népal (3)

Délinquance

Les autorités ont annoncé l'arrestation d'au moins 127 suspects à la suite de la mise en place de nouvelles mesures de sécurité dans la capitale, dans le cadre de la lutte contre la délinquance.

L'analyse de GEOS :

La police métropolitaine a annoncé qu'une campagne spéciale de lutte contre le vol avait été lancée le 30 décembre dernier, dans le cadre de laquelle au moins 127 suspects ont été arrêtés. Des véhicules, de l'argent

Notation générale du risque

FAIBLE

MODÉRÉ

SENSIBLE

ÉLEVÉ

TRÈS ÉLEVÉ



et des objets volés ont également été saisis au cours des opérations menées par les forces de police. Ces dernières ont notamment mené des patrouilles et des opérations de surveillance nocturne, des fouilles et des contrôles dans le centre-ville et les quartiers périphériques.

Le Népal reste en effet confronté à une délinquance relativement répandue, notamment les vols (vols à l'arraché, vols à la tire, escroqueries diverses) mais également les cambriolages, particulièrement dans la région de la capitale. Alors que la législation et les instances judiciaires demeurent relativement clémentes dans le cadre des jugements prononcés contre les individus impliqués dans des cambriolages, les forces de police ont reconnu leurs difficultés à lutter contre ce type de délits, alors qu'environ 40 % des cambrioleurs arrêtés sont des récidivistes.

Bien que les incidents violents concernent très majoritairement les populations locales, la petite criminalité constitue le principal risque pour les ressortissants étrangers, notamment dans les régions touristiques, dans la capitale Katmandou, à bord des autobus et dans les chambres d'hôtels.

Par conséquent, en cas de présence locale, il est recommandé d'adopter un niveau de vigilance adapté et d'éviter tout signe ostentatoire de richesse. Les déplacements, seul ou de nuit dans les zones peu fréquentées, sont par ailleurs vivement déconseillés et, en cas de tentative de vol à main armée, il convient de ne pas opposer de résistance et de céder rapidement aux injonctions de ses assaillants afin de limiter tout risque de réaction violente.

Australie (2)

Incendies

De nombreux incendies de forêt (bushfires) sont rapportés en Australie ces derniers jours suite aux vagues de chaleur enregistrées dans le pays depuis début janvier 2019.

L'analyse de GEOS :

Plusieurs feux de forêts affectent actuellement le Sud du pays, principalement en Tasmanie, dans le New South Wales et dans le Victoria. Les températures records observées durant le mois de janvier 2019 sont à l'origine de ces départs de feux, communs à cette période de l'année en Australie.

Malgré des dommages matériels importants, aucun blessé n'a été signalé pour l'instant. Le gouvernement australien a cependant émis une alerte concernant la dégradation de la qualité de l'air due à la propagation de fumées toxiques. Aussi, et par mesure de sécurité, de nombreuses routes ont été fermées aux abords des lieux d'incendies.

Par conséquent, en cas de présence dans les régions concernées, il est impératif de limiter tout déplacement vers ou à proximité des zones sinistrées ainsi que d'anticiper les difficultés de circulation liées à ces incendies. Enfin, il convient de se tenir régulièrement informé des évolutions de la situation et de se conformer aux directives des autorités locales.

Philippines (3)

Référendum

Une vigilance renforcée est recommandée dans le Sud du pays en raison de la tenue du référendum sur la création de la région autonome du Bangsamoro en Mindanao Musulmane (BARMM) ce 06/02.

L'analyse de GEOS :

Le vote de la Bangsamoro Organic Law (BOL) qui prévoit la création d'une région administrative autonome dans la région de la Mindanao musulmane est soumis à un élargissement prévu ce 06/02. En effet, un premier vote avait eu lieu le 21/01 dans les provinces de Basilan, Lanao du Sud, Manguindanao, Sulu et Tawi-Tawi et avait remporté une large majorité de « oui ». La deuxième phase de vote se tiendra dans les provinces du Lanao du Nord (excepté à Iligan), ainsi que dans les municipalités de Aleosan, Carmen, Kabacan, Midsayap,

Notation générale du risque

FAIBLE

MODÉRÉ

SENSIBLE

ÉLEVÉ

TRÈS ÉLEVÉ



Pikit, Pigkawayan et Tulunan (Province de Cotobato du Nord). La journée a été spécialement fériée pour l'occasion dans les régions concernées.

Malgré un déroulement pacifique dans l'ensemble, quelques évènements de faible incidence avaient cependant été observés le 21/01, notamment aux abords des bureaux de votes. Ces derniers jours, l'attentat de l'Eglise de Jolo perpétré le 28/01 ainsi que les affrontements violents entre l'armée et les membres du groupe Abu Sayyaf à Patiluk, témoigne du climat particulièrement fragile entre le gouvernement philippin et les groupes terroristes de l'archipel de Sulu. En outre, plus de 3,000 policiers sont attendus pour sécuriser le référendum des 588 bureaux de votes ouverts à cet effet.

Ainsi, tout déplacement inutile est déconseillé dans les provinces du Lanao du Nord et du Cotobato du Nord dans la journée du 6 février. Le cas échéant il est recommandé de se tenir éloigné des bureaux de vote ainsi que des lieux de rassemblement.

ASIE CENTRALE / RUSSIE / EUROPE

Ukraine (3)

Criminalité

Une attaque au cocktail Molotov, signalée le 03/02 à Dnipro, dans l'oblast de Dnipropetrovsk (Centre), témoigne d'un risque criminel sensible en Ukraine.

L'analyse de GEOS :

Selon des sources locales, l'incident visait un débit de boisson situé place de la Cathédrale et s'est déroulé vers 3 heures du matin (locales), dans le cadre d'un règlement de comptes présumé. Des individus non-identifiés ont lancé plusieurs cocktails Molotov en direction du bâtiment, provoquant un incendie. Deux personnes présentes sur place, dont le propriétaire de l'établissement, ont été blessées grièvement.

Cet incident illustre le risque sécuritaire sensible qui prévaut actuellement dans le pays. Des attaques au cocktail Molotov sont notamment régulièrement signalées sur le territoire. A ce titre, en novembre 2018, des incidents similaires ont visés plusieurs établissements bancaires dans l'oblast de Lviv (Ouest), ainsi que l'église Saint-André de Kiev (Kiev).

Les actes criminels violents sont en effet en hausse significative sur l'ensemble du territoire depuis 2015, notamment à Kiev, ainsi que dans les principales agglomérations (Kharkiv, Odessa, Dnipro, Zaporijia, Lviv). Des agressions perpétrées par des individus armés (cocktails Molotov, armes blanches, armes contondantes, armes à feu) y sont régulièrement rapportées, ces d'incidents intervenant fréquemment dans le cadre de règlements de comptes, de vols ou de cambriolages.

La dégradation de la situation économiques, particulièrement à partir de 2014, est l'un des facteurs d'explication de cette recrudescence des actes de violence dans le pays. L'Ukraine demeure en outre fortement affectée par la lenteur des réformes économiques et par la corruption, alors que les politiques d'ajustement structurel menées par l'Etat (gel des retraites, réduction de la masse salariale, etc.) ont participé à l'accroissement de la pauvreté au sein des couches de population déjà vulnérables.

A la chute de l'URSS, le pays a hérité de stocks d'armes et d'un important complexe militaro-industriel. L'instabilité politique liée à l'effondrement de l'Union soviétique et les dysfonctionnements dans les services publics ont notamment engendré le développement d'un marché de contrebande. Ces dernières années, le trafic d'armes ukrainien a en outre été favorisé par la persistance du conflit armé dans le Donbass. La criminalité organisée, le blanchiment d'argent et les activités telles que les vols de véhicules, les cambriolages, le racket ou la prostitution sont à ce titre répandus.

Par conséquent, en cas de présence locale, il convient de faire preuve d'un niveau de vigilance adapté, notamment à proximité des lieux touristiques et/ou très fréquentés. Par ailleurs, il est conseillé de ne pas

Notation générale du risque

FAIBLE

MODÉRÉ

SENSIBLE

ÉLEVÉ

TRÈS ÉLEVÉ



présenter de signes ostentatoires de richesse et de ne pas transporter d'importantes sommes d'argent sur soi, afin de limiter les risques liés à la criminalité d'opportunité. Enfin, il est conseillé d'éviter tout déplacement à pied, seul et de nuit.



AMERIQUES / CARAÏBES

Salvador (4)

Elections

Nayib Bukele, candidat de la coalition de droite GANA a été élu Président du Salvador le 03/02 dès le premier tour avec plus de 53% des voix. Le scrutin s'est déroulé sans incidents ni perturbations majeures.

L'analyse de GEOS :

Nayib Bukele a été élu Président du Salvador le 03/02 dès le premier tour avec plus de 53% des voix. Avec 87% des bureaux de vote dépouillés, le président du Tribunal Suprême Electoral (TSE), Julio Olivo, a confirmé les résultats préliminaires du scrutin et a qualifié la tendance qui se dégage comme « définitive ». Le TSE a confirmé qu'il n'y aura pas de second tour. Le candidat conservateur de la Grande Alliance pour l'Unité (GANA) a obtenu 1 254 207 des voix selon les 87,67% des bulletins dépouillés. Il devance le candidat de la coalition de droite Carlos Calleja de l'Alliance pour un nouveau pays et du parti ARENA avec 737 412 votes (31,62% des voix). Hugo Martínez, du parti Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN, ex-guérilla) se place en troisième position avec 321 274 votes (13,77%). Le parti VAMOS termine dernier avec 18 925 voix (0,81%). Il y a cinq ans, le Président sortant Salvador Sánchez Cerén, du FMLN, avait été élu à la fonction suprême au second tour avec 50,11% des voix, devançant de justesse l'ARENA.

Le Président élu, ancien maire de la capitale Salvador (2015-2018) sous l'étiquette du FMLN, avait été expulsé du parti. Il s'est félicité d'avoir recueilli plus de suffrages que l'ensemble des autres partis réunis, et a assuré qu'avec cette victoire, son pays tournait définitivement la page de la post-guerre, période initiée avec les Accords de Paix de 1992. Les candidats perdants, Calleja du parti ARENA et Martínez du FMLN, ont au cours de leurs conférences de presse reconnus la victoire de Nayib Bukele. Le Vice-Président de la République Oscar Ortiz a également félicité le Président élu. Le mandat présidentiel de cinq ans est non renouvelable, et la majorité parlementaire sera détenue par ARENA jusqu'aux prochaines élections législatives en 2021.

Plusieurs tendances se dégagent de ce scrutin. Le succès de Bukele se traduit par d'excellents résultats à l'échelle locale. Il est ainsi arrivé en tête des résultats dans les 14 départements du pays, selon les données du TSE. Dans huit d'entre eux, il a obtenu plus de 50 % des scrutins. Les départements dans lesquels son triomphe a été le plus marqué sont les départements de La Paz (58%), San Salvador (57%) et La Union (56%). Cette victoire, à première vue écrasante, est cependant à relativiser car la participation au scrutin a été faible. Seuls 51% du corps électoral (environ 2,6 millions de personnes) s'est mobilisé. De plus, le FMLN, par rapport aux précédentes élections présidentielles, est en nette régression, perdant 1,2 millions d'électeurs. Il a de même obtenu moins de suffrages que lors de élections législatives de 2018, au cours desquelles il avait obtenu son pire résultat électoral. Les élections se sont déroulées sans incidents majeurs, mis-à-part l'ouverture tardive de quelques bureaux de vote et l'exhibition de propagande électorale. Un fort dispositif policier avait été déployé pour éviter tout débordement et d'empêcher les tentatives de fraude.

Le premier défi que le Président Bukele aura à relever est celui de la violence des organisations criminelles, les Maras, responsables de la plupart des 3 340 homicides qu'a connu le pays en 2018. Le Salvador est un des pays les plus violents au monde, avec un taux de 51 homicides pour 100 000 habitants.

Notation générale du risque

FAIBLE

MODÉRÉ

SENSIBLE

ÉLEVÉ

TRÈS ÉLEVÉ



Venezuela (4)

National : Point de situation

Des manifestations de militants du Président Maduro et de son opposant, Juan Guaido se sont tenues à Caracas le 02/02 sans incident majeur alors que les pays de l'Union Européenne reconnaissent officiellement depuis le 04/02 le président autoproclamé.

L'analyse de GEOS :

Le Président Nicolas Maduro et son opposant Juan Guaido ont investi les rues de Caracas aux côtés de leurs partisans respectifs le 02/02. Le Président Maduro a pris la tête de la célébration des vingt ans de la Révolution Bolivarienne de son prédécesseur Hugo Chavez sur l'avenue Bolivar, à Caracas. Juan Guaido a lui aussi rassemblé ses soutiens sur l'avenue de Las Mercedes de la capitale. Plusieurs dizaines de milliers de personnes se sont également mobilisées sur l'ensemble du territoire le même jour afin d'exprimer leur soutien à Maduro ou à Guaido. Aucun incident notable n'a été signalé au cours de cette journée.

C'est dans ce contexte que le Président Maduro a rejeté l'ultimatum lancé par plusieurs pays européens, lors d'une interview accordée le 03/02 à une chaîne espagnole. En effet, l'Espagne, la France, l'Allemagne, notamment, enjoignaient le Président Maduro à annoncer avant le 03/02 la tenue de nouvelles élections. Le cas échéant, ils s'engageaient à reconnaître son opposant Juan Guaido, déjà reconnu comme président légitime par les membres du groupe de Lima. Ainsi, depuis le 04/02, douze pays européens, ont annoncé reconnaître Juan Guaido comme président légitime du Venezuela. En parallèle, les ambassadeurs des pays membres du groupe de Lima se sont réunis le 04/02 à Ottawa pour ratifier leur soutien à Guaido et discuter de nouvelles mesures de pression à l'encontre du Président Maduro. Ce dernier a ainsi accusé ces pays de vouloir conduire le Venezuela vers « une situation extrême d'affrontement ». Cependant, il a exprimé son soutien à la « bonne initiative » de conférence internationale proposée par le Mexique et l'Uruguay le 30/01. Une première réunion est ainsi prévue le 07/02 à Montevideo, en Uruguay, à laquelle doivent se joindre huit pays européens mais aussi le Costa Rica, l'Equateur et la Bolivie. Le Président vénézuélien a également invité son opposant Juan Guaido à abandonner sa « stratégie de coup d'Etat » et à venir discuter. De son côté, le Kremlin a rejeté l'ingérence directe des Etats-Unis et des pays européens pour légitimer « l'usurpation du pouvoir », par la voie de son porte-parole Dimitri Peskov.

Face à la crise humanitaire qui affecte le pays, Guaido a annoncé la mise en place d'un dispositif d'aide humanitaire pour le Venezuela. Ce plan consiste à réunir des médicaments et de l'aide alimentaire au sein de « trois centres de provision » situés au Brésil, en Colombie et sur une île caribéenne, et d'exiger que les militaires laissent entrer cette aide au Venezuela le 12 février, jour de la Jeunesse. Une grande partie de la population est en effet impactée par des pénuries de nourritures et de médicaments depuis plusieurs années. Juan Guaido a également annoncé que les manifestations se poursuivront, et un nouveau rassemblement est déjà annoncé pour le 12 février prochain.

Enfin, Nicolas Maduro a décidé l'incorporation à l'Armée vénézuélienne de milliers de miliciens, un corps civil qui, selon le gouvernement, rassemblerait 1,6 millions de personnes. Il a ainsi enjoint les membres de ce contingent à rejoindre les casernes pour y être intégrés comme soldats actifs de l'armée.

Par conséquent, du fait du maintien de l'instabilité politique et sécuritaire dans le pays et notamment à Caracas et alors que tout déplacement vers le Venezuela est actuellement déconseillé, il est fortement recommandé de se tenir éloigné des manifestations politiques pro et anti- gouvernementales en cas de présence locale. Il convient plus généralement d'éviter tout mouvement non-impératif, notamment dans la capitale.

Notation générale du risque

FAIBLE

MODÉRÉ

SENSIBLE

ÉLEVÉ

TRÈS ÉLEVÉ